BV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 1 -
08-08-1985
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

L. 16.898/2/V.
L. 16.899/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement, le 29 juillet 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie du chlore dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics",

2° un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de l'ennoblissement textile dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics",

a donné le 30 juillet 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 29e juli 1985 door de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de chloornijverheid in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen",

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector der textielveredeling in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen",

heeft de 30e juli 1985 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. En ce qui concerne la compétence de l'autorité nationale, le Conseil d'Etat, section de législation, se réfère aux avis qu'il a donnés le 21 juin 1985, sous les n°s L. 16.800/8 à L. 16.805/8, sur des projets d'arrêtés ayant des objets semblables, qui lui étaient soumis par le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement.

II. Au préambule des arrêtés en projet, les avis des Exécutifs doivent être cités dans l'ordre chronologique.

III. Par souci d'uniformité avec le règlement général, il y a lieu d'indiquer les poids et mesures en toutes lettres : il convient, par exemple, d'écrire "1 milligramme par litre" au lieu de 1 mg/l".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

1. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant de l'industrie du chlore, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.898).

Il existe, sur plusieurs points, une discordance entre le texte français et le texte néerlandais, par exemple, à l'article 2, 1°, premier tiret, où il est question, dans le texte français, de "tout établissement industriel" et, dans le texte néerlandais,de "een industrieel bedrijf".

La concordance entre les deux textes devrait être revue.

.../...

PREAMBULE.

A l'alinéa ler du texte néerlandais, l'intitulé doit être cité correctement :

"Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging,...".

A l'alinéa 2, il y a lieu de mentionner la date de l'arrêté royal modificatif, à savoir le 12 juillet 1985, et de rédiger la fin du texte néerlandais comme suit : "..., gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;".

Il est proposé de rédiger le troisième alinéa comme suit :

"Considérant que la directive du Conseil des Communautés européennes 82/176/C.E.E. du 22 mars 1982 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit interne des dispositions qui y répondent;".

A l'alinéa 4 du texte néerlandais, il convient d'écrire : "Gelet op de adviezen" au lieu de "Gelet op het advies".

DISPOSITIF.

Article 3.

Il y a lieu de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après "le règlement général", s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :".

+

Dans le texte néerlandais, au 3°, a, il y a lieu d'écrire :

"3° a) de ... water mogen in gen geval de waarden, vermeld in bijlage I, overschrijden ...;".

+

Au 3°, b, l'expression "en principe" introduit un élément d'imprécision dans la réglementation. L'emploi de ce terme pourrait laisser supposer que les conditions fixées pourraient ne pas être respectées.

Le texte doit, dès lors, être revu.

+

Le 3°, c, prévoit que "des dispositions techniques et un code de bonne pratique seront mis en place par le secteur et rendus opérationnels avant le 1er janvier 1986".

Il y aurait lieu de préciser quel est l'organisme représentatif du secteur qui sera habilité à prescrire ces dispositifs et à établir un code de bonne pratique.

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Par dérogation aux conditions fixées par l'article 7, 2° et 5°, b, du règlement général :

1° le pH ne peut être inférieur à 6 ou supérieur à 9 dans les eaux déversées;

2° la teneur en matières en suspension ne peut dépasser 150 milligrammes par litre dans les eaux déversées".

Article 5.

La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"Pour vérifier si les rejets satisfont aux conditions fixées aux articles 3 et 4, un contrôle doit être organisé. Il comporte le prélèvement quotidien ... (la suite comme au projet).

Article 6.

Conformément à l'usage, au lieu d'être divisé en 1° et en 2°, l'article devrait être divisé en § 1er et en § 2.

Il y a lieu de remplacer l'expression "de ±", employée trois fois, par l'expression "de l'ordre de".

Article 7.

A défaut d'indication du document contenant les normes auxquelles elle se réfère, la première phrase manque de précision.

La deuxième phrase est un rappel inutile de l'obligation de respecter les autres dispositions du projet

Il est proposé d'omettre cet article.

Article 10.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "is opgheven" par les mots "wordt opgeheven".

Signature et contreseings.

La mention "DOOR DE KONING" doit être remplacée par "VAN KONINGSWEGE".

Annexes.

A la fin de chaque annexe doit figurer la formule : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...", suivie de la signature et des contreseings, que porte l'arrêté royal.

+

2. Projet d'arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur de l'ennoblissement textile, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics (L. 16.899).

INTITULE.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "l'ennoblissement du textile".

La même remarque vaut pour l'article ler.

PREAMBULE.

A l'alinéa 3 du texte néerlandais, il convient d'écrire : "Gelet op de adviezen" au lieu de "Gelet op het advies".

DISPOSITIF.

Article ler.

Il convient de remplacer les mots "et/ou" par le mot "ou".

Article 2.

Il y a lieu de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général

.../...

relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après "le règlement général", s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes :".

Article 3.

Il convient de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Par dérogation aux conditions fixées à l'article 7 3°, b, et 5°, a, b, et e, du règlement général, les teneurs suivantes ne peuvent être dépassées dans les eaux déversées : ... (la suite comme au projet)".

Article 4.

Dans le texte néerlandais, à la fin de la phrase introductive, il y a lieu de remplacer le mot "gerespecteerd" par les mots "in acht genomen".

Article 5.

Il convient de rédiger la phrase introductive comme suit :

"Aux conditions générales prévues par le règlement général pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics, s'ajoutent les conditions suivantes :".

Article 9.

Il y a lieu d'écrire, à la fin de l'article, "dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, est abrogé".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Wat betreft de bevoegdheid van de nationale overheid, verwijst de Raad van State, afdeling wetgeving, naar de adviezen die hij op 21 juni 1985 onder de nrs L. 16.800/8 tot 16.805/8 heeft uitgebracht over ontwerpen van koninklijke besluiten met soortgelijke strekkingen, hem voorgelegd door de Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu.

II. In de aanhef van de ontworpen besluiten moeten de adviezen van de Executieven in chronologische volgorde worden vermeld.

III. Ter wille van de gelijkvormigheid met het algemeen reglement schrijve men maten en gewichten voluit : bijvoorbeeld "1 milligram per liter" in plaats van "1 mg/l".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

1. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de chloornijverheid, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen (L. 16.898).

Op verscheidene punten wijken de Franse en de Nederlandse tekst van elkaar af, zoals bijvoorbeeld in artikel 2, 1°, eerste streepje, waar de Franse tekst het heeft over "tout établissement industriel" en de Nederlandse tekst over "een industrieel bedrijf".

.../...

De concordantie tussen beide teksten zou nog eens moeten worden bekeken.

AANHEF.

In het eerste lid moet het opschrift van de wet correct worden aangehaald :

"Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, ...;".

In het tweede lid dient de datum van het wijzigend koninklijk besluit, namelijk 12 juli 1985, vermeld te worden. Het slot redigere men dan als volgt : "... gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;".

Voorgesteld wordt het derde lid als volgt te redigeren :

"Overwegende dat de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 82/176/EEG van 22 maart 1982 betreffende grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor kwiklozingen afkomstig van de sector elektrolyse van alkalichloriden de lid-Staten bepaalde verplichtingen oplegt en dat het nodig is overeenkomstige bepalingen op te nemen in de interne rechtsorde;".

In het vierde lid schrijve men : "Gelet op de adviezen" in plaats van "Gelet op het advies".

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 3.

Men redigere de inleidende zin als volgt :

"Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld door het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna vermeld als "het algemeen reglement", worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :".

+

Onder 3°, a, schrijve men :

"3° a) de ... water mogen in geen geval de waarden, vermeld in bijlage I, overschrijden ...;".

+

De uitdrukking "in principe" onder 3°, b, brengt in de reglementering een element van onbepaaldheid. Ze kan het vermoeden wekken dat de gestelde voorwaarden ook wel eens niet nageleefd zouden mogen worden.

De tekst dient derhalve te worden herzien.

+

Onder 3°, c, wordt bepaald dat "de sector de nodige technische middelen (moet) plaatsen en een gedragscode opstellen en operationeel maken vóór 1 januari 1986".

Er dient gepreciseerd te worden welke, voor de sector representatieve instelling gemachtigd zal zijn om die technische middelen voor te schrijven en een gedragscode op te stellen.

Artikel 4.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

In afwijking van de voorwaarden, vastgesteld in artikel 7, 2° en 5°, b, van het algemeen reglement :

1° mag de pH in het geloosde water niet minder dan 6 of niet meer dan 9 bedragen;

2° mag het gehalte aan zwevende stoffen in het geloosde water 150 milligram per liter niet overschrijden".

Artikel 5.

De volzin die het artikel inleidt zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Om na te gaan of de lozingen voldoen aan de voorwaarden, vastgesteld in de artikelen 3 en 4, moet een controle worden georganiseerd. Die controle bestaat in ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 6.

Het artikel zou, zoals gebruikelijk is, moeten worden onderverdeeld in een eerste en een tweede paragraaf, in plaats van in 1° en 2°.

De driemaal voorkomende uitdrukking "van $\pm$" dient vervangen te worden door de uitdrukking "in de orde van".

Artikel 7.

De eerste volzin mist nauwkeurigheid omdat hij het document dat de normen bevat waarnaar verwezen wordt, niet vermeldt.

De tweede volzin is een nodeloze herhaling van de verplichting om de overige bepalingen van het ontwerp na te leven. Voorgesteld wordt dit artikel weg te laten.

Artikel 10.

Men vervange de woorden "is opgeheven" door de woorden "wordt opgeheven".

.../...

Ondertekening en medeondertekeningen.

De vermelding "DOOR DE KONING" moet vervangen worden door "VAN KONINGSWEGE".

Bijlagen.

Aan het slot van iedere bijlage dient de volgende formule te staan : "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...", gevolgd door de ondertekening en de medeondertekeningen die ook onderaan op het koninklijk besluit zullen voorkomen.

+

2. Ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de sector der textielveredeling in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen **(L. 16.899).**

OPSCHRIFT.

In de Franse tekst schrijve men "l'ennoblissement du textile".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 1.

.../...

AANHEF.

In het derde lid schrijve men : "Gelet op de adviezen" in plaats van "Gelet op het advies".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De woorden "en/of" moeten door het woord "of" worden vervangen.

Artikel 2.

Men stelle de inleidende zin als volgt :

"Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna vermeld als "het algemeen reglement", worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd :".

Artikel 3.

Men stelle de inleidende zin als volgt :

"In afwijking van de voorwaarden, vastgesteld in artikel 7, 3°, b, en 5°, a, b en e, van het algemeen regle-

ment, mogen in het geloosde water de volgende gehalten niet overschreden worden : ... (vervolgens zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

Aan het slot van de volzin die het artikel inleidt, vervange men het deelwoord "gerespecteerd" door "in acht genomen".

Artikel 5.

De volzin die het artikel inleidt zou als volgt moeten worden gesteld :

"Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen, vastgesteld in het algemeen reglement, worden de volgende voorwaarden toegevoegd :".

Artikel 9.

Aan het slot van het artikel moet worden geschreven : "..., in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
C. CLOSSET,

Madame : R. DEROY, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.
Le rapport a été présenté par M. J. BOVIN, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :
kamervoorzitter,
staatsraden,

Mevrouw :
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. BOVIN, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.